

la CGT de l'Eure appelle à une grève dès le jour de la rentrée

Claire Huille

4-5 minutes

La colère des personnels de l'Éducation nationale n'est pas retombée pendant les vacances. Le syndicat appelle à reprendre la mobilisation contre les réformes dès la rentrée.

Publié le 28 Août 19 à 18:32



Les enseignants menacent de manifester dès le jour de la rentrée. Ici à Évreux le 4 avril 2019 (© Eure Infos La Dépêche)

Après la trêve estivale, le face à face entre le ministre de l'Éducation nationale **Jean-Michel Blanquer** et les enseignants pourrait reprendre de plus belle, dès la rentrée.

C'est le syndicat **CGT de l'Eure** qui l'a annoncé ce mercredi 28 août 2019 : « Plutôt que de faire plusieurs jours de grève perlée au cours de l'année comme on a pu le faire au printemps, on appelle les personnels à organiser une **grève le jour de la rentrée.** »

Lire aussi : [Réforme du Bac, des retraites : une rentrée à risques pour Jean-Michel Blanquer](#)

Un symbole fort

Cet appel, la CGT entend le diffuser dans tous les établissements scolaires du primaire et du secondaire de l'Eure. Si l'initiative est locale, d'autres antennes du syndicat, en Ile-de-France notamment, seraient également tentées par une action forte en symbole. « Si on ne fait rien, le ministre va s'empresser d'affirmer que la rentrée s'est bien déroulée et que tout va pour le mieux. Ce n'est pas le cas : les enseignants sont découragés de ne pas avoir les moyens de fournir un enseignement de qualité aux élèves. On veut donc empêcher le ministre de dérouler sa com'. »

Car plusieurs mois de mobilisation n'ont pas changé grand chose, pour eux : les enseignants déplorent une absence de dialogue avec leur ministère, qui s'entête selon eux dans une attitude « méprisante » et une réponse uniquement répressive aux mouvements sociaux.

Cette grève de la rentrée s'inscrirait donc dans une série d'actions inédites, comme le refus de prendre des fonctions de professeur principal, ou [celles menées lors de l'examen](#) du bac 2019.

Lire aussi : [Réforme du bac, drapeau français... ce qui change en cette rentrée 2019](#)

Des emplois du temps « gruyères »

La CGT proteste contre la réforme du lycée et la loi dite « pour une école de la confiance », portées par le ministre Blanquer.

Suppression d'heures d'enseignement général dans les lycées professionnels, pauvreté du choix d'options au lycée dans les zones rurales, dysfonctionnements répétés de Parcoursup...

La suppression des filières et l'éclatement de l'enseignement en options choisies individuellement par les lycéens provoque déjà de grosses difficultés d'organisation, estiment les syndicalistes : « Avec une amplitude horaire étendue du lundi matin au samedi midi, mais des trous partout à cause de ces regroupements d'élèves par options, les lycéens vont se retrouver avec des emplois du temps à trous, de vrais gruyères », estime Benjamin Gaudré, professeur d'histoire, géographie et sciences politiques au lycée Aristide-Briand.

L'Éducation nationale dans l'Eure, c'est :

- 116 096 élèves, dont un peu plus de 63 000 dans le primaire.
- 575 écoles, 66 collèges et 29 lycées
- 89,4% de réussite au bac général, 84,4% au bac technologique, et 77% au bac professionnel en 2019

Une école pas si inclusive ?

Autre sujet de forte préoccupation pour les personnels de l'Éducation nationale : l'affectation d'accompagnants pour les élèves en situation de handicap (AESH) est, comme chaque année maintenant, très tardive. « Aujourd'hui encore, beaucoup de collègues ne savent pas quelle sera leur affectation pour la rentrée, relate Alain Catherin, représentant de ces assistants scolaires. Ce qui veut aussi dire que des familles ne savent pas si leur enfant aura un AESH ou pas. »

Lire aussi : [La Normandie manque d'AVS : qui sont ces femmes pour lesquelles des parents sont prêts à s'enchaîner ?](#)

La rectrice de l'académie normande a annoncé mardi 27 août 2019 que 350 postes d'AESH seraient créés dès la rentrée pour accompagner les quelque 14 500 élèves en situation de handicap dans la région. Mais la CGT craint un énième plan de communication : « Le ministre et la rectrice parlent d'école inclusive, et on ne peut être que pour ! Mais on aimerait que les annonces soient suivies d'actes : il faut un statut pour ces AESH, une véritable formation, et des moyens », martèle le syndicat.